



PROMOTION D'UNE EXPLOITATION MINIÈRE DURABLE ET RESPONSABLE

L'ANAIM a pour mission de planifier, concevoir et réaliser des infrastructures adaptées aux besoins du secteur minier, en veillant à leur intégration harmonieuse dans l'environnement et en favorisant le développement économique local.



Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



N°763 / LUNDI 15 DÉCEMBRE 2025

Hebdomadaire / www.jaoguinee.com

Prix : 3000 GNF

APPELS D'OFFRES



**MINISTÈRE DE LA SANTE
UAGCP**

- AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT.....P/03
- AVIS DE REPORT.....P/03



**Xansuten
MINISTERE DES POSTES
ANSUTEN**

- AVIS D'APPÉL D'OFFRES OUVERT NATIONAL.....P/04



CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE DE GUINÉE

- AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT.....P/05/06/07/08
- AVIS D'APPÉL D'OFFRES OUVERT.....P/08
- AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT.....P/09
- AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT.....P/10
- AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT.....P/11

Conseil



Qu'est-ce que l'engagement civique ?

OFFRES D'EMPLOIS



SAG

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/03

PROGRAMME

SIMANDOU 2040
Un pont vers la prospérité !

SCOOP GUINÉE



ARSJPA
AUTORITÉ DE RÉGULATION DU SECTEUR DES JEUX ET PRATIQUES ASSIMILÉES

Un régulateur juste et équitable



Protection des joueurs



Conformité légale



Surveillance & Transparence



Crédibilité & confiance



Qu'est-ce que l'engagement civique ?

L'engagement civique se définit comme la participation active des individus au sein d'une communauté ou d'une société pour traiter des questions sociales, politiques et environnementales, ainsi que pour contribuer au bien-être général de la communauté. Il englobe un large éventail d'activités, notamment le vote, le bénévolat, la participation à des réunions communautaires, la participation à des campagnes de sensibilisation et l'engagement dans un dialogue avec les élus ou les décideurs politiques.

L'engagement civique peut être facilité par des plateformes qui encouragent la collaboration, le partage d'idées et la résolution de problèmes au sein des communautés ou des organisations. Ces plateformes offrent un espace numérique permettant aux individus d'apporter leurs idées, de fournir un retour d'information et de participer à des discussions visant à relever des défis ou à susciter des changements positifs.

L'engagement civique par le biais d'IdeaScale peut conduire à une transparence, une participation et une innovation accrues au sein des communautés ou des organisations en exploitant l'intelligence collective et la créativité de diverses parties prenantes. Il favorise un sentiment d'appropriation et de responsabilisation chez les participants, contribuant ainsi à des processus décisionnels plus inclusifs et plus efficaces.

Activités d'engagement civique

Les activités d'engagement civique englobent un large éventail d'actions que les individus peuvent entreprendre pour contribuer à leur communauté et à la société dans son ensemble. Voici quelques exemples d'activités d'engagement civique :

Le bénévolat : Participer à des actions de bénévolat auprès d'organisations locales à but non lucratif, d'organisations caritatives ou d'organisations communautaires pour soutenir diverses causes telles que l'éducation, l'environnement, la santé ou la justice sociale.

Service communautaire : S'engager dans des activités qui profitent directement à la communauté, comme le nettoyage des parcs, l'organisation de collectes de nourriture ou la participation à des projets d'amélioration du voisinage.

Plaidoyer et activisme : S'exprimer sur des questions sociales, politiques ou environnementales en écrivant des lettres aux décideurs politiques, en participant à des protestations ou à des manifestations, ou en plaider pour le changement par le biais de campagnes sur les médias sociaux.

Le vote et la participation politique : Exercer le droit de vote aux élections locales, nationales et d'État, participer à des campagnes politiques, assister

à des réunions publiques et contacter les élus pour exprimer leur opinion sur les politiques publiques.

L'organisation communautaire : Travailler avec d'autres personnes pour mobiliser des ressources, créer des coalitions et répondre aux besoins de la communauté par le biais d'efforts d'organisation de base axés sur des questions telles que le logement, l'éducation, les soins de santé ou le développement économique.

Éducation civique : Participer à des activités qui promeuvent l'éducation et la sensibilisation civiques, telles que la participation à des ateliers, des séminaires ou des groupes de discussion sur des sujets liés à la démocratie, à la citoyenneté et à la responsabilité civique.

Engagement des jeunes : Encourager les jeunes à participer à des activités civiques telles que le gouvernement étudiant, les conseils de jeunes, les projets de service communautaire ou les campagnes de plaidoyer menées par les jeunes.

Budget participatif : Impliquer les membres de la communauté dans le processus de prise de décision pour l'allocation des fonds publics en leur permettant de proposer et de prioriser des projets ou des initiatives qui répondent aux besoins locaux.

Entrepreneuriat social : Lancer ou soutenir des entreprises et des initiatives qui relèvent des défis sociaux ou environnementaux tout en générant un impact économique durable et des bénéfices pour la communauté.

Engagement numérique : L'utilisation de plateformes en ligne et de canaux de médias sociaux pour sensibiliser, partager des informations, mobiliser le soutien et faciliter le dialogue sur des questions d'intérêt public.

Participation aux réunions publiques : La participation à des réunions publiques, à des séances du conseil municipal ou à des forums communautaires permet aux individus d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations et de contribuer aux discussions sur la gouvernance et la prise de décision au niveau local.

Sensibilisation à l'éducation : La participation à des programmes éducatifs, des ateliers ou des séminaires axés sur des thèmes liés à l'engagement civique, tels que l'éducation civique, l'éducation aux médias ou l'organisation communautaire, peut aider les individus à devenir des citoyens mieux informés et plus actifs.

Il ne s'agit là que de quelques exemples d'activités d'engagement civique auxquelles les individus peuvent participer pour faire une différence positive dans leur communauté et contribuer au bien commun. Un engagement civique efficace nécessite une participation active, une collaboration et un engagement à promouvoir la justice sociale, l'équité et la démocratie.

journaldesappelsdoffres@yahoo.fr / journaldesappelsdoffres@gmail.com

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL:

Directeur de Publication
Ahmed Chamsoudine Cherif
664 23 78 73 / 655 23 78 73 / 628 23 78 73

RESP. COMMERCIAL ET LOGISTIQUE:

Mory Koné
611 33 17 45

Administrateurs
Alpha S Bah Fisher: 666 35 64 42
Responsable ventes et abonnements
Aissatou Barry: 622 20 01 69

Impression: Vision 2000 Communication Plus

COMPTABILITÉ & FINANCE:
Mohamed Maciré Conté
621 35 93 03 / 666 32 58 76

MONTAGE /GRAPHISME/INFOS
Fodé Abdoulaye Camara
Aka Moriah

664 932 996 / 625 242 334
cfodeabdoulaye@gmail.com
fodeabdoulayec07@gmail.com

**SA CAR
FRI CAR S.A**

Member of the GIB Africa Alliance

**Votre Assureur conseil en toutes branches
COURTAGE, SERVICING BROKER ET AUDIT
D'ASSURANCES**

Email : safrikar@yahoo.fr, Site : www.safrikar.com

Contact : 628 13 29 91 / 664 22 62 56 / 664 46 36 46

Almamya, Commune de Kaloum Immeuble FMR "AIR WELL"

CONFIEZ NOUS VOS ASSURANCES ET DORMEZ SUR LES DEUX OREILLES

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail Justice Solidarité

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION
DES PROGRAMMES (UAGCP)**

**AVIS DE REPORT FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION
UAGCP**

**D'EQUIPEMENTS ET MOBILIER MEDICAUX AU PROFIT DE 10 SITES DE
PRISE EN CHARGE VIH A GRANDE COHORTE
REFERENCE: N°022/2025/S/AON/FM/UAGCP**

À la suite de la réception d'un nombre insuffisant de plis à la date limite de dépôt des offres le 10/12/2025, l'Autorité Contractante porte à la connaissance du public, conformément à l'article 74 du code des marchés publics, le report au 08/01/2026 à 11h00 de la date limite de dépôt des offres relatives au marché ci-dessus référencé.

L'ouverture des plis, en séance publique, se fera à la nouvelle daté « 08/01/2026 » à 11h30 dans les locaux de l'UAGCP.

Pour plus d'informations sur les termes et conditions de soumission, veuillez prendre contact avec le service de passation des Marchés à travers les adresses mails suivantes tenders.uagcp@gmail.com cc: mickacamaral(a).yahoo.fr; mmuteba@2ac.fr.

Tous les autres termes et conditions de l'avis d'appel d'offres et du DAO demeurent inchangés. La présente modification fait partie intégrante de l'avis d'appel d'offres.

Fait à Conakry, 11 décembre 2025

P/O Le Coordonnateur
Amadou CISSE



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail Justice Solidarité

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION
DES PROGRAMMES (UAGCP)**

**AVIS DE REPORT
SELECTION DE GARAGES POUR LES SERVICES
UAGCP**

**D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DES VEHICULES DE L'UAGCP ET DES
ENTITES DE MISE EN ŒUVRE (EMO)
REFERENCE: N°020/2025/S/AOO/FM-GAVI/UAGCP**

À la suite de la réception d'un nombre insuffisant de plis à la date limite de dépôt des offres le 06/11/2025, l'Autorité Contractante porte à la connaissance du public, conformément à l'article 74 du code des marchés publics, le report au 06/01/2026 à 11h00 de la date limite de dépôt des offres relatives au marché ci-dessus référencé.

L'ouverture des plis, en séance publique, se fera à la nouvelle date « 06/01/2026 » à 11h30 dans les locaux de l'UAGCP.

Pour plus d'informations sur les termes et conditions de soumission, veuillez prendre contact avec le Service de Passation des Marchés à travers les adresses mails suivantes tenders.uagcp@gmail.com cc: mickacamaral@yahoo.fr; mmuteba@2ac.fr.

Tous les autres termes et conditions de l'avis d'appel d'offres et du DAO demeurent inchangés. La présente modification fait partie intégrante de l'avis d'appel d'offres.

Fait à Conakry, 11 décembre 2025

P/O Le Coordonnateur
Amadou CISSE



**SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE
SAG SA.**

Immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Kaloum
Sous le numéro RCCM/GC-KAL/010.260A/2005
Capital Social : 20.506.670 Dollars US

AVIS DE RECRUTEMENT N° 024/DS/BK/DRH/SAG/2025

La Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG), filiale du Groupe AngloGold Ashanti, cherche de toute urgence un(e) Directeur(rice) au compte du Département de la santé dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée. La catégorie socio-professionnelle est HC2 selon notre grille salariale actuelle mais elle pourrait être revue à la baisse si les exigences du poste ne sont pas totalement remplies par le/la candidat(e) retenu(e). Le/la titulaire sera sous l'autorité du Directeur Général de la SAG.

A. Résumé du Poste :

Le/la titulaire aura pour rôle de diriger, planifier, coordonner et superviser les prestations de soins de santé, le fonctionnement de l'Hôpital de Koron et du département de la Santé pour une contribution de qualité à la réalisation des objectifs de la mine. Il/elle attribuera et planifiera les tâches du personnel médical et administratif et en assurera le suivi afin de garantir l'efficacité et la qualité des soins.

Il devra établir et maintenir des relations de travail solides avec les différentes parties prenantes (internes et externes).

Il s'occupera de la gestion du personnel et du budget du Département et veillera au bon fonctionnement des services dans le respect de la politique et de la législation en vigueur.

En outre, Il/elle sera également chargé(e) de la mise en œuvre des politiques et directives sanitaires de l'entreprise et celles venant des autorités du pays.

Devoirs et responsabilités :

Sans être exhaustives, les tâches et responsabilités sont entre autres :

- Diriger, planifier, coordonner et superviser les prestations de soins de santé, le fonctionnement de l'Hôpital de Koron et du département de la Santé ;
- Concevoir et mettre en œuvre des stratégies proactives ;
- Organiser, allouer et suivre l'utilisation des ressources et autres moyens ;
- Attribuer et planifier les tâches du personnel médical et administratif et en assurer le suivi pour l'efficacité et la qualité des soins ;
- S'occuper de la gestion du personnel et du budget du Département et veiller au bon fonctionnement des services dans le respect de la politique et de la législation en vigueur ;
- Mettre en œuvre des politiques et directives sanitaires de l'entreprise et celles venant des autorités du pays ;
- Utiliser les méthodes statistiques pour vérifier, analyser et valider les données analytiques ;
- Gérer et superviser des projets et des initiatives d'amélioration du travail ;
- Établir et maintenir des relations de travail solides avec les différentes parties prenantes (internes et externes) ;
- Gérer les contrats et les accords de prestation de services ;
- Planifier et mettre en œuvre des changements stratégiques pour améliorer la prestation de services ;
- Mettre en œuvre les politiques et procédures et veiller au respect des directives gouvernementales ;
- Élaborer et assurer le plan de relève pour tous les postes clés du département de la Santé ;
- Planifier et mettre en œuvre des changements stratégiques pour améliorer la prestation des différents services.

B. Responsabilité en matière de santé, sécurité industrielle et environnementale :

Respecter et faire respecter toutes les exigences de santé, de sécurité industrielle et environnementale. Les responsabilités ci-dessus définies exigent de la part du/de la titulaire un engagement certain pour l'amélioration continue en matière de santé, de sécurité industrielle et de gestion environnementale conformément aux politiques, procédures et normes de la SAG et du groupe AngloGold Ashanti.

C. Conditions d'accès au poste :

Ce poste est ouvert aux candidat(e)s Guinéen(ne)s. Les candidatures internes et féminines sont vivement encouragées.

D. Qualifications et compétences requises :

- Avoir au moins un doctorat en Médecine, Santé au travail ou dans une discipline similaire ;
- Avoir au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de la gestion de la santé, dont 5 ans à un poste de direction, de préférence dans l'industrie minière ;
- Avoir une bonne expérience dans la gestion du budget et des services sanitaires ;
- Une bonne qualification dans la gestion d'un établissement sanitaire est un grand atout ;
- Démontrer la capacité à organiser le travail, établir des priorités et à exercer un bon jugement
- Pouvoir dessiner une perspective globale pluriannuelle dans la gestion de multiples priorités concurrentes et les concilier avec les priorités stratégiques de la société ;
- Avoir obtenu (ou prouvé) de bons résultats chez le(s) précédent(s) employeur(s) ;
- Avoir un engagement avéré envers les normes de santé, de sécurité et d'environnement ;
- Savoir bien communiquer en anglais et en français ;
- Savoir bien utiliser l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, etc.) ;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels informatiques utilisés dans le domaine de la santé.

E. Candidatures :

Les candidat(e)s sont invité(e)s à utiliser le lien ci-dessous pour postuler :

<https://careers.anglogoldashanti.com/job-invite/28599/>

La date limite pour les candidatures est arrêtée au 28 décembre 2025 à 22 heures. Entre 8h00 et 16h40, les candidat(e)s peuvent appeler les numéros (de bureau) : +44 207 660 0276 extension 1568, 1561, 1562 ou 1585 en cas de besoins éventuels d'assistance.

Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

F. Modalités de sélection :

Une première sélection sera opérée sur dossier. Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront invité(e)s à un test écrit/entretien.

G. Information Importante :

La SAG ne permet jamais qu'on demande de l'argent en échange d'un emploi ou d'un quelconque service en son sein. Si on vous le demande ou si vous soupçonnez une telle activité, veuillez le signaler immédiatement à notre service de sécurité, ou utiliser nos canaux de dénonciation en envoyant un SMS à +27 73 573 8075 ou par e-mail : 24cthonesty@ethics-line.com ou utilisez l'internet à www.tip-offs.com.





N° 002-MPTEN/ANSUTEN/PRMP/2025



Ministère des Postes, des
Télécommunications et de
l'Économie Numérique

Conakry, le 15.12.2025

Avis d'Appel d'Offres Ouvert National

Dossier d'Appel d'Offres Ouvert N° : 002/MPTEN/ANSUTEN/DG/PRMP/2025 AGENCE NATIONALE DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMMUNICATIONS ET DU NUMERIQUE (ANSUTEN)

SERVICE DE PASSATION DES MARCHES.

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans les journaux des appels d'offres JAO ; 224business ; le pays ; Site ANSUTEN du 25 février 2025.
2. L'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds afin de financer le projet de mise en place de médiathèques scolaires et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de Recrutement des prestataires pour la réhabilitation des travaux de génie civil en six (06) lots pour un délai d'exécution de huit (08) semaines, à compter de la date de démarrage effectif sur les sites concernés à partir de la réception de la notification des prestataires sélectionnés après la signature du contrat.
3. L'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN) sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants : la réhabilitation des travaux de génie civil dans le cadre du projet de mise en place de médiathèques scolaires, en six (06) lots distincts :
 - Lot 1 : Réhabilitation des travaux de génie civil dans la zone de Conakry (Lycée 02 octobre ; Collège Belle vue Tito ; Lycée 01 er Mars ; Lycée collège Lambangni ; Lycée collège Docteur Ibrahima Fofana ; Lycée Djibril Tamsir Niane (Ex-lycée kipé) ; Collège Saifoulaye et Direction Alphabétisation)
 - Lot 2 : Réhabilitation des travaux de génie civil (Coyah ; Kindia ; Telemele ; Mamou ; Dalaba) ;
 - Lot 3 : Réhabilitation des travaux de génie civil (Dubreka ; Fria ; Boffa ; Boké ; Gaoual ; Koundara) ;
 - Lot 4 : Réhabilitation des travaux de génie civil (Kankan ; Mandiana ; Kérouané ; Siguiri ; Kouroussa ; Dabola et Dinguiraye) ;
 - Lot 5 : Réhabilitation des travaux de génie civil (Faranah ; Kissidougou ; Gueckedou ; Macenta ; Nzérékoré ; Lola ; Yomou et Beyla) ;
 - Lot 6 : Réhabilitation des travaux de génie civil (Labé ; Lelouma ; Tougué ; Koubia ; Mali et Pita).
4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics, concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN); à travers la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), Tel : (00224) 622 43 58 66, Courriel : appel.offres@ansuten.gov.gn; oumar.faro@ansuten.gov.gn et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Koloma Immeuble de l'ARPT au 7ème Etage, bureau de la PRMP, Commune de Ratoma tous les jours, Lundi – jeudi de 9 heures à 16 heures, Vendredi, de 9 heures 13 heures.
6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - La lettre de soumission (conforme au modèle type) signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis quantitatif et estimatif signé et cacheté ;
 - L'originale de la garantie bancaire de soumission (conforme au modèle type ou chèque de banque ou chèque certifié) délivrée par une institution bancaire agréée en République de Guinée ;
 - L'attestation de capacité financière qui équivaut au moins à 50% du montant de l'offre (cette capacité financière est prouvée par une attestation de ligne de crédit délivrée par un établissement de crédit agréé en République de Guinée) par lot ;
7. Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.
8. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après Koloma Immeuble de l'ARPT au 7ème Etage, Commune de Ratoma, à compter du 15 décembre 2025 contre un paiement non remboursable de trois millions francs guinéens (3 000 000 GNF). La méthode de paiement sera faite dans les comptes ci-après, ouverts dans les livres de la Banque Centrale :
 - 50% au compte N° 4111071 du Receveur spécial du Trésor, contre délivrance d'une quittance libératoire ;
 - 30% au compte N°2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG ;
 - 20% au compte de l'Autorité contractante
9. Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies ainsi qu'une version électronique sur clé USB et au mail à l'adresse ci-après Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), Immeuble de l'ARPT, 7ème Etage, Koloma Commune de Ratoma Tel : (00224) 622 43 58 66, E-mail : appel.offres@ansuten.gov.gn ; oumar.faro@ansuten.gov.gn au plus tard le jeudi 15 janvier 2026 à 10h 30mn. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes.
10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, le cas échéant, d'un observateur indépendant à l'adresse ci-après : Salle de Réunion de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN), sis à Koloma Immeuble de l'ARPT, Commune de Ratoma, au 7ème étage ; Tel : (00224) 622 43 58 66, E-mail : appel.offres@ansuten.gov.gn ; oumar.faro@ansuten.gov.gn, au plus tard le jeudi 15 janvier 2026 à 11h 00m
11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission de 1,5% du montant prévisionnel du marché.
12. Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.
13. La législation régissant l'appel d'offres est guinéenne.





CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE DE GUINÉE

N°2.16./MPFEPV/DG-CNO/2025

La Directrice Générale
Sollicitation à manifestations d'intérêt

Conakry, le 1er/12/2025

TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE DE FAISABILITE DU PROGRAMME NATIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPÉDIQUE (PNAO)

Intitulé sommaire des prestations

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En dépit des initiatives et les efforts entrepris par le Gouvernement, appuyés par les partenaires au développement, la Guinée reste encore parmi les pays de la Sous-Région Ouest-Africaine où on note encore des insuffisances dans la prise en charge des besoins spécifiques des personnes handicapées. En outre, il paraît important de signaler que, pour le cas spécifique des handicapés moteurs, il existe un manque criard d'autonomie de marche, limitant ainsi leur épanouissement, leur accès à la santé, à l'éducation, à la formation professionnelle ainsi qu'aux infrastructures et aux loisirs. Sur une population estimée à 13 millions d'habitants, la Guinée compte environ 155.885 handicapées, soit 1,5% parmi lesquelles les personnes handicapées physiques sont les plus nombreux. Du coup, il existe des défis qui se traduisent par une forte demande en termes de dotation en appareils orthopédiques.

La distribution désagrégée par sexe indique 53% d'hommes contre 47% de femmes. L'effectif des personnes vivant avec handicaps en milieu urbain est de 52,97%, soit 33%, contre 103.788 en milieu rural, soit 66%

Par ailleurs, il est important de signaler que la pauvreté due à la faiblesse des revenus familiaux limite l'accès à l'appareillage et à la rééducation fonctionnelle par les familles, eu égard au coût d'acquisition. Pour le cas spécifique des enfants, cela réduit considérablement toute opportunité d'être scolarisé et de poursuivre une éducation de qualité à l'instar de leurs camarades. Ces enfants et leurs parents adultes se livrent ainsi à la mendicité dans les grands carrefours de la capitale et des autres métropoles (agglomérations), pourtant constituant la relève pour le développement socio-économique du pays.

En Guinée, plusieurs types de handicap existent, dont les plus fréquents peuvent se résumer aux formes ci-dessous :

- Le handicap moteur,
- L'Autisme,
- Le Handicap mental,
- Les troubles Dys,
- Les troubles psychiques,
- Le handicap auditif,
- Le handicap visuel.

1- Objectifs

Objectif General :

- L'objectif général de cette étude consiste à déterminer la faisabilité technique, matérielle, sociale et économique du programme national orthopédique (PNAO), dont but est l'accroissement de l'offre de service d'accès aux soins de réadaptation fonctionnelle et l'autonomisation (la réinsertion socioprofessionnelle) des personnes en situation d'invalidité physique.
- Il s'agit spécifiquement de:
- OS1: Élaborer la cartographie des AGR et filières de formation porteuses pour les personnes handicapées bénéficiaires du PNAO
- OS2: Réaliser une enquête légère sur l'accessibilité des personnes handicapées prises en charge par le PNAO aux informations relatives aux opportunités d'insertion socioprofessionnelle;
- OS3 : Identifier des financements innovants à travers les institutions bi et multilatérales (banques, agences de coopération, entreprises de paris, entreprises de télécommunication, compagnies minières ...)

- Etablir le plan de recouvrement des couts liés aux distributions gratuites des appareils orthopédiques et d'aides techniques à la marche.

- Déterminer la pertinence du PNAO sur la base de l'analyse des contraintes et opportunités liées à l'environnement macroéconomique,

- Proposer les stratégies pour l'intégration par le PNAO de la dimension genre

2- Résultats attendus

- R1.1: la cartographie concernant des AGR et filières de formation porteuses d'emplois pour les personnes handicapées couvertes par le programme, élaborée ;
- R1.2 : A travers une enquête légère, un système d'information sur les opportunités d'emplois accessible aux personnes handicapées appareillées dans le cadre du programme, élaborée.
- La liste des sources de financements innovants pour combler le gap relatif au cout total du PNAO établie.
- La stratégie de recouvrement partiel des couts afférents à la gratuité de l'appareillage élaborée.
- Par une analyse du contexte social, politique et économique, les contraintes et opportunités permettant de se prononcer sur la pertinence, la rentabilité économique du PNAO

I- Méthodologie

Dans le but de parvenir à la mise en œuvre efficace et efficiente de cette étude, il est pertinent d'impliquer l'ensemble des parties prenantes à toutes les étapes de ce processus pour mieux s'approprier du contenu des engagements pris ainsi que des exigences des PTF (Partenaires Techniques et Financiers). Des réunions de consultations, d'information et de sensibilisation seront organisées à l'intention des cibles couvertes par le PNAO, ainsi que des autorités locales pour une meilleure compréhension de la stratégie d'intervention. Pour ce faire, un cabinet d'expertise en la matière sera mobilisé conformément aux procédures de passation de marchés publics. Le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (MPFEPV) qui est demandeur de l'action, sera chargé de faire le suivi de toutes les étapes de l'étude pour s'assurer de la bonne exécution des activités et du niveau d'atteinte des indicateurs de résultats selon les standards de qualité.

Le cabinet travaillera sous la supervision de la Direction nationale du CNO, l'organisme public commanditaire de l'étude.

II- Description des activités/tâches

Les présentes activités et tâches sont décrites à titre indicatif.

- Activité 1 : Réunion de prise de contact et d'information des autorités politico administratives, des structures faitières, des organisations de la société civile avec un focus sur celles évoluant dans la promotion et défense des droits des personnes porteuses de handicaps, des centres d'apprentissage. Le bureau d'étude et de consultance bénéficiera de la couverture légale et administrative du MPFEPV à travers l'établissement et la délivrance d'un ordre de mission, facilitant ainsi l'accès de l'équipe d'experts aux différentes entités ciblées.
- Activité 2 : Réunion d'évaluation sur le mode de fonctionnement et de gestion des centres. Des échanges constructifs seront engagés

auprès de chaque catégorie de cible afin de poser le diagnostic situationnel et opérationnel sur les points forts et points d'amélioration en matière de gestion.

- Activité 3 : Identification des besoins de renforcement de capacités des cibles (personnes porteuses de handicaps) sur la base d'une grille d'évaluation.

Ces besoins seront répertoriés par catégories et classés par ordre de priorité puis formulés en groupes thématiques de formation.

- Activité 4 : Élaboration d'un plan d'actions pour l'accompagnement des bénéficiaires.

Toutes ces activités seront programmées par l'unité de gestion et de coordination du projet en partenariat avec les acteurs clés de la mise en œuvre suivant le PAO qui sera établi.

Activité 5 : Constitution des cibles en groupements d'intérêt économique, et à la clef leur formalisation à travers les documents administratifs (statuts, règlement intérieur et agrément).

Activité 6 : Etablissement du répertoire des partenaires techniques et financiers assorti de leurs domaines d'intervention.

Activité 7 : Identification des canaux d'information plus accessibles aux personnes porteuses de handicaps, leur permettant de connaître des créneaux en termes d'emplois et d'affaires.

Activité 8 : Proposition d'un modèle économique permettant au CNO de rentabiliser ses prestations tant au niveau de l'appareillage orthopédique que celui de la rééducation fonctionnelle.

Au cours de cette session, des recommandations seront formulées pour l'amélioration du contenu du rapport final.

III- Livrables attendus :

Les livrables attendus sont décrits ci-dessous :

1-Un rapport de démarrage contenant les points ci-après:

- Agenda
- Timing
- Descriptif des dispositions logistiques à prendre ;
- TDR des actions à réaliser avec une estimation des coûts.

2- Rapport final de l'étude :

Tous les documents doivent être livrés en doc (Word) ou dans tout autre format convenu pendant la validation technique du rapport.

IV- Lieu, Période et durée

Lieu : l'étude couvrira les 13 communes relevant du Gouvernorat de la ville de Conakry et les 7 Régions Administratives de la Guinée

Période : Août-Septembre 2025

Durée : trois (03) mois avec un démarrage projeté au mois de Septembre 2025

V- Critères de recrutement :

A- Expérience du cabinet :

- Avoir 5 ans d'expérience dans la conduite des études de faisabilité des projets d'insertion socioprofessionnelle des filles des femmes et des personnes en situation de handicaps physiques.
- Disposer d'au moins 3 attestations de bonne fin d'exécution ou de prestation similaire
- Avoir une équipe d'appui justifiant des compétences à la réalisation des résultats des études similaires ;
- Être établi en Guinée et en règle vis-à-vis de l'administration fiscale (disposer d'un RCCM et quitus fiscal en cours de validité).

B- Conformité du plan de travail et de la méthode proposés, aux Termes de référence:

C- Qualifications et compétence des experts :

Les prestataires intéressés par la présente action devront disposer des qualifications ci-après :

- Expert 1 : Chef de Mission
- Être titulaire d'au moins d'un BAC +4 en Sociologie, en gestion des organisations, développement rural ou équivalent ;

- Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de Développement rural et communautaire ou équivalent ;
- Avoir une expérience prouvée dans le diagnostic et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes et des personnes en situation de handicaps.
- Expérience dans l'appui et accompagnement des groupements et coopératives des filles/femmes et personnes en situation de handicaps ;
- Maitrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ko-BoCollect, le FFOM) ;
- Avoir de bonnes capacités de communication et de rédaction ;
- Excellente maîtrise de la langue française et des langues locales des zones d'intervention ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

Les éléments suivants seront valorisés dans la sélection du/de la consultant (e) :

- Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région ;
- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;

Expert 2 :

- Être titulaire d'au moins d'un BAC +4 en Sociologie, Communication, Information, Statistiques, Management des organisations, Développement rural ou équivalent ;
- Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de l'Entrepreneuriat féminin, la Communication, du Développement rural et communautaire ou équivalent ;
- Avoir une expérience prouvée dans le Genre et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes ;
- Expérience dans l'appui et accompagnement aux groupements féminins ;
- Maitrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ko-BoCollect, ...) ;
- Capacités de communication et de rédaction ;
- Excellente maîtrise de la langue française et des langues locales de la zone d'intervention ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

Les éléments suivants seront valorisés dans la sélection du/de la consultant (e) :

- Une expérience de collaboration avec les services étatiques, les partenaires techniques et financiers et les groupements féminins à vocation économique ;
- Une bonne connaissance du contexte guinéen avec au moins 5 ans d'expérience en Guinée;
- Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région ;
- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;
- Connaissance/maitrise des langues locales.

Expert 3 :

- Être titulaire d'au moins d'un BAC +4 en Sociologie, Communication, Information, Statistiques, Management des organisations, Développement rural ou équivalent ;
- Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de l'Entrepreneuriat féminin, de la formation professionnelle, la Communication, du Développement rural et communautaire ou équivalent ;
- Avoir une expérience prouvée dans le Genre et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes ;
- Expérience dans l'appui et accompagnement aux groupements féminins à vocation économique;
- Maitrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ms projet) ;
- Capacités de communication et de rédaction ;

- Excellente maîtrise de la langue française et des langues locales de la zone d'intervention ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

Les éléments suivants seront valorisés dans la sélection du/de la consultant(e) :

- Une expérience de collaboration avec les services étatiques, les partenaires techniques et financiers et les groupements féminins à vocation économique ;
- Une bonne connaissance du contexte guinéen avec au moins 5 ans d'expériences en Guinée ;
- Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région est un atout ;
- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;
- Connaissance/maîtrise des langues locales.

VI- Offre technique :

La proposition technique comprendra les points suivants :

- Proposition technique et méthodologique

Ce chapitre comprendra les sections suivantes :

- Analyse de contexte et enjeux qui démontrent une compréhension fine des problématiques du secteur concerné ;
- Outils techniques et méthodologiques (analyses, participation, rapportage) ;
- Chronogramme des activités ;
- Dispositif de suivi envisagé ;
- Preuve de maîtrise des outils techniques et méthodologiques (certificat) ;
- Des attestations de bonne exécution des travaux similaires à la présente étude ;
- Références : vous présenterez au moins deux références pertinentes du cabinet et des consultants. Chaque fiche de référence comprendra les informations suivantes :
- Détails de la mission (nom de la mission, pays, lieu, commanditaire, valeur du contrat, durée, coordonnées du commanditaire),
- Description du projet, des principaux services rendus et des principaux résultats obtenus.
- CV+ Copies de diplôme et attestations/certificats

NB : Les attestations de bonne fin relatives à l'expérience de l'expert (e) doivent être jointes à la proposition.

V- Offre financière :

La proposition financière comprend tous les frais liés à la réalisation des livrables susmentionnés. Il s'agit entre autres, des honoraires, l'utilisation des outils requis et frais de déplacement, de communication et de reproduction des plans.

Le cabinet sera payé en deux tranches.

20% après réception et validation du rapport de démarrage et 80% après validation des livrables prévus.

ANNEXE FINAL : GRILLE D'EVALUATION TECHNIQUE

A- Expérience du Cabinet: noté sur [20 points]

A-1-Expériences Générale [7 points]

- Avoir 5 ans d'expérience dans la conduite des études des projets d'insertion socioprofessionnelle des filles des femmes et des personnes en situation de handicaps physiques.

A-2 Expériences spécifique pour la mission [13 points]

1. Avoir 5 ans d'expérience dans la conduite des études de faisabilité des projets d'insertion socioprofessionnelle des filles des femmes et des personnes en situation de handicaps physiques.
2. Disposer d'au moins 3 attestations de bonne fin d'exécution ou de prestation similaire
3. Avoir une équipe d'appui justifiant des compétences à la réalisation des résultats des études similaires ;
4. Être établi en Guinée et en règle vis-à-vis de l'administration fiscale (disposer d'un RCCM et quitus fiscal en cours de validité).

B-Conformité du plan de travail et de la méthode proposés, aux Termes de référence: 10 points

Il sera décomposé comme suit :

- a) Approche technique et méthodologie [5 points]

- b) Plan de travail [3 points]

- c) Organisation et personnel [2 points]

C-Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission [70 points] ;

C-1 Expert 1 : Chef de Mission [30 points]

- Profil [5 points]

Être titulaire d'au moins BAC +4 en Sociologie, en gestion des organisations, développement rural ou équivalent ;

- Expériences Générale [7 points]

Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de Développement rural et communautaire ou équivalent

- Expériences spécifique pour la mission [13 points]

Avoir une expérience prouvée dans le diagnostic et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes et des personnes en situation de handicaps.

- Expérience dans l'appui et accompagnement des groupements et coopératives des filles/femmes et personnes en situation de handicaps ;

Maitrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ko-BoCollect, le FFOM)

Excellent maîtrise de la langue française et des langues locales des zone d'intervention ;

Les éléments suivants seront valorisés dans la sélection du/de la consultant(e) :

- Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région ;

- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;

- Connaissance de la langue et de la region [2 points]

- Avoir de bonnes capacités de communication et de rédaction ;

Maitrise des outils informatiques : [3 points]

- Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

C-2 Expert 2 [20points]

- Profil : [2 points]

Être titulaire d'au moins BAC +4 en Sociologie, Communication, Information, Statistiques, Management des organisations, Développement rural ou équivalent ;

- Expériences Générale [5 points]

Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de l'Entrepreneuriat féminin, la Communication, du Développement rural et communautaire ou équivalent ;

- Expériences spécifique pour la mission [10 points]

Avoir une expérience prouvée dans le Genre et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes ;

- Expérience dans l'appui et accompagnement aux groupements féminins ;

• Maitrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ko-BoCollect, ...) ;

- Capacités de communication et de rédaction ;

Une expérience de collaboration avec les services étatiques, les partenaires techniques et financiers et les groupements féminins à vocation économique ;

- Une bonne connaissance du contexte guinéen avec au moins 5 ans d'expérience en Guinée ; Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région

- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;

- Connaissance de la langue et de region [1.5 points]

Excellent maîtrise de la langue française et des langues locales de la zone d'intervention ;

- Connaissance d'outil informatique [1.5 points]

Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

C- 3 Expert 3 [20 points]

- Profil [2 points]

Être titulaire d'au moins BAC +4 en Sociologie, Communication, Information, Statistiques, Management des organisations, Développement rural ou équivalent ;

- Expériences Générale [5 points]

Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de l'Entrepreneuriat féminin, de la formation professionnelle, la Communication, du Développement rural et communautaire ou équivalent ;

- Expériences spécifique pour la mission [10 points]

Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans les domaines de l'Entrepreneuriat féminin, de la formation professionnelle, la Communication, du Développement rural et communautaire ou équivalent ;

- Avoir une expérience prouvée dans le Genre et la méthodologie participative/communautaire spécifiquement dans le domaine d'insertion socioprofessionnelle des filles/femmes ;
- Expérience dans l'appui et accompagnement aux groupements féminins à vocation économique;
- Maîtrise des outils d'enquête et de collecte de données (Sphinx, Ms projet) ;
- Capacités de communication et de rédaction ;
- Excellente maîtrise de la langue française et des langues locales de la zone d'intervention ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

Les éléments suivants seront valorisés dans la sélection du/de la consultant (e) :

- Une expérience de collaboration avec les services étatiques, les partenaires techniques et financiers et les groupements féminins à vocation économique ; Une bonne connaissance du contexte guinéen avec au moins 5 ans d'expériences en Guinée ; Une expérience de travail dans un milieu international et/ou dans la sous-région est un atout ;
- Des certifications de prestations antérieures en lien avec les domaines de cette étude de faisabilité ;
- Connaissance de la langue et de région [1.5 points]

Excellente maîtrise de la langue française et des langues locales de la zone d'intervention ;

- Connaissance d'outil informatique [1.5 points]

Bonne maîtrise des outils informatiques (pack office, ...).

Le score technique minimum requis est de 70 points

Pondération totale: 100%

DUREE DE LA MISSION

L'étude sera conduite par le consultant sur une durée n'excédant pas Trois (03) mois de travail continu. Elle commencera dès la notification faite au consultant retenu.

RESPONSABLE DIRECT

Le consultant travaillera sous l'autorité du Coordinateur du Projet (Ali-hassane SAMPIL

Tel : 628 49 73 80-Adresse : Centre National d'Orthopédie de Donka).

Méthode de Sélection : Qualification du Consultant (Qualité Technique) Le Candidat ayant obtenu la note technique la plus élevée sera invité à des négociations.

DATE LIMITE ET ADRESSES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-après Centre National d'Orthopédie de Donka au plus tard le Lundi 12 Janvier 2025 à 10h 00mn, heure locale et porter expressément la mention : « **ETUDE DE FAISABILITE DU PROGRAMME NATIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE (PNAO)** ».



C.N.O
Directrice Générale
CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE
Batouly KABA



CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE DE GUINÉE

N°218- /MPFEV/DG-CNO/2025

Conakry, le 1^{er} 12.2025

**Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)
DAO n°002/MPFEPV/CAB/CNO/PNAO/SPMP/2025**

La Directrice Générale

Centre National d'Orthopédie à compter du 11 Décembre 2025 contre un paiement non remboursable de cinq cent mille Francs Guinéens (500 000 GNF).

La méthode de paiement du Dossier d'Appel d'Offres se fera à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) de la manière suivante :

- 20% au compte de l'Autorité Contractante
- 50% au compte N°4111071 du receveur spécial du Trésor ;
- 30% au compte N° 2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG.

Le document d'Appel d'Offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés après présentation des reçus de versement ou adressé à leur frais.

8. Les offres seront rédigées en langues francaises et devront être déposées en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies et sur clé USB à l'adresse ci-après : Service de Passation des Marchés Publics de la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie sis à Donka, Commune de Dixinn au plus tard, 09 Janvier 2026 à 11h 00mn.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et renvoyées aux soumissionnaires concernés sans être ouvertes.

9. Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et à l'adresse suivante : Service de Passation des Marchés Publics de la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie (Programme National d'Appareillage Orthopédiques PNAO) sis à Donka, Commune de Dixinn au plus tard, le 09 Janvier 2026 à 11h 30mn.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant égal au minimum à 1,5% du montant de l'offre et d'une validité de Cent vingt (120) jours.

Le montant de l'offre doit prendre en compte, la redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres.

Les offres doivent comprendre les frais d'immatriculation du contrat de 0,3% du montant hors taxes du marché à verser sur le compte de la DGCMR conformément aux dispositions de l'arrêté A/2023/MEF/CAB/SGG du 23 mars 2023, portant attributions, organisation de la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMR).

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de Quatre-vingt (90) jours à compter de la date limite de soumission.

10. La législation régissant l'Appel d'Offres est le code des marchés Publics



C.N.O
Directrice Générale
CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE
Batouly KABA



CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE DE GUINÉE

N°2419-/MPFEPV/DG-CNO/2025

**La Directrice Générale
Sollicitation à manifestations d'intérêt**

Conakry, le 1er/12/2025

TERMES DE REFERENCE RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA FORMATION DES TECHNICIENS ORTHOPÉDISTES EN MATIERE D'APPAREILLAGES ORTHOPÉDIQUES ADAPTES

Intitulé sommaire des prestations élection Présidentielle

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Centre National d'Orthopédie (CNO) est le seul établissement en Guinée spécialisé dans la conception et la mise en place d'appareils orthopédiques (orthèses et prothèses). Il joue un rôle central dans la réadaptation des personnes en situation de handicap moteur. Grâce à son équipe pluridisciplinaire, le CNO assure une prise en charge adaptée visant à améliorer l'autonomie et la qualité de vie de ses bénéficiaires.

En Guinée, l'offre en personnel qualifié dans les métiers paramédicaux et d'accompagnement social est insuffisante, notamment dans les domaines de la kinésithérapie, de l'orthophonie, de l'ergothérapie et de l'assistance aux personnes à besoins spécifiques. A titre d'exemple, au cours des trois derniers trimestres de l'exercice 2025, le centre National d'orthopédie (CNO) a reçu 310 demandes en termes d'appareillage, pour quatre (04) techniciens orthoprothésistes, avec un ratio de 77,5 patients par techniciens. Au cours de la même période, le nombre de demandeurs de services de soins en rééducation fonctionnelle s'élève à trois cent cinquante un (351) alors que le nombre de techniciens kinésithérapeutes se limite à deux (02), ce qui donne un ratio de 175 patients pour un technicien. Cet état de fait rétrécit considérablement les offres de services du CNO, l'unique institution ayant pour mandat la mise en œuvre de la politique publique d'appareillage orthopédique et de rééducation fonctionnelle.

Conscient des défis auxquels il est confronté et animé par la volonté d'optimiser les performances de ses professionnels de santé, le CNO s'est engagé à former des kinésithérapies et à renforcer les compétences de son personnel existant afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap ponctuel ou définitif.

2. OBJECTIFS

L'objectif visé par le CNO en 2025 est de renforcer son équipe en connaissances et compétences en vue d'améliorer la qualité de la prise en charge orthopédique et rééducative des personnes en situation de handicaps physiques.

Objectifs spécifiques

- Renforcer les compétences techniques de 10 techniciens orthoprothésistes du CNO en matière d'appareillages orthopédiques adaptés, en utilisant des matériaux peu onéreux et efficaces ;
- Former 3 kinésithérapeutes qualifiés capables d'assurer une rééducation fonctionnelle adaptée en synergie avec les orthoprothésistes ayant bénéficié de renforcement de capacités ;
- Promouvoir les métiers de la rééducation et la complémentarité entre kinésithérapeutes et orthoprothésistes. En effet, on constate un certain déficit de connaissances des prescripteurs que sont les médecins spécialistes sur la nécessité de faire appel à des orthoprothésistes et des kinésithérapeutes notamment pour les suites opératoires ;
- Créer une synergie durable entre les spécialistes médicaux et les paramédicaux par la mise en place d'un programme adaptable de formation continue des professionnels de la rééducation.

3. MÉTHODOLOGIE

- Approche participative et interactive en utilisant du matériel didactique moderne
- Alternance de cours théoriques, pratiques et études de cas
- Encadrement par des formateurs nationaux et internationaux.

4. RÉSULTATS ATTENDUS

- 10 orthoprothésistes du Centre d'Orthopédie (CNO) mieux outillés pour concevoir et adapter les appareillages spécifiques (orthèses et prothèses)
- 3 kinésithérapeutes professionnels qualifiés intégrés au Centre et travaillant en étroite collaboration avec les orthoprothésistes dont les compétences seront renforcées
- Amélioration de la qualité des soins et de la rééducation ainsi que le nombre

de bénéficiaires

Synergie créée entre professionnels de santé complémentaires (spécialistes médicaux, prescripteurs, paramédicaux)

Profil du consultant

Poste	Compétence	diplôme / spécialité / certification
Profil Formateur	<p>Expérience significative en technique de soins kinésithérapiques aux enfants ayant les besoins spécifiques en les accompagnants quotidiennement dans leurs milieux familiaux naturels (domicile).</p> <p>Expérience significative dans la conception des outils didactiques et pédagogiques;</p> <p>Expérience significative en technique d'andragogie ou en organisationnel avéré</p>	Bac+6 en sciences médicales, de préférence en physiothérapie ou en traumatologie

Qualification et Expérience du Consultant

Le Consultant doit justifier les qualifications ci-dessous :

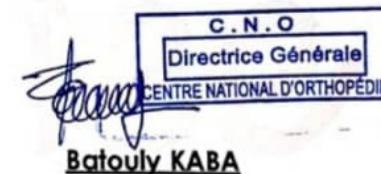
- Niveau Bac+6 en sciences médicales, de préférence en physiothérapie ou en traumatologie ;
- Justifier d'une expérience de cinq (05) ans dans la formation et le renforcement des capacités du personnel d'accompagnement (rééducation fonctionnelle des personnes souffrant des troubles psycho-moteur) ;
- Avoir une expérience de quatre (04) ans dans la formation des professionnels capables d'apporter des soins kinésithérapiques aux enfants ayant les besoins spécifiques en les accompagnant quotidiennement dans leurs milieux familiaux naturels (domicile) ;
- Avoir une solide expérience dans la conception des outils didactiques et pédagogiques ;
- Avoir une expérience de cinq (05) ans dans l'andragogie ;
- Avoir une expérience dans la conduite et l'animation des groupes en milieu scolaire, universitaire et professionnel.

Méthode de Sélection : Qualification du Consultant (Qualité Technique)

Négociations et Attribution du Contrat : Le soumissionnaire ayant obtenu la note technique la plus élevée sera invité pour des fins de négociations finales du marché.

Date Limite de dépôt de dossiers de candidature

Les candidats intéressé(e)s par le présent avis à manifestation d'intérêt relatif au recrutement d'un consultant pour la formation des techniciens orthopédistes en matière d'appareillages orthopédiques adaptés, devront impérativement faire parvenir à la Coordination du Programme National d'Appareillage Orthopédique sis, au Quartier Donka, Commune de Dixinn, leurs dossiers de candidatures en copie physique ou électronique et sur clé, , au plus tard le Lundi 12 Janvier 2025 à 11h 30mn





CENTRE NATIONAL D'ORTHOPEDIE DE GUINEE

N°~~521~~/MPFEPV/DG-CNO/2025

La Directrice Générale

Conakry, le 10/12/2025

Sollicitation à manifestations d'intérêt

Recrutement d'un cabinet pour la Formation de Renforcement de Capacités en Outils Informatiques (Connaissance de l'Ordinateur, Windows, Internet et Suite Office 2021) de la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie

1. Contexte et Justification

Dans le cadre du renforcement des capacités de son personnel administratif et technique, la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie souhaite organiser une formation pratique sur la connaissance et l'utilisation de l'ordinateur, du système Windows, d'Internet, ainsi que de la suite Microsoft Office 2021.

Cette initiative vise à renforcer la culture numérique du personnel, améliorer l'efficacité et optimiser la qualité des services rendus.

2. Objectifs de la Formation

2.1 Objectif Général

Donner au personnel du Centre National d'Orthopédie une bonne maîtrise de l'ordinateur et de ses principaux outils numériques (Windows, Internet, Office 2021).

2.2 Objectifs Spécifiques

- Initier les participants à la connaissance de l'ordinateur : composants de base, périphériques, ergonomie.
- Développer la capacité à utiliser Windows 10/11 : gestion des fichiers, organisation du poste de travail, raccourcis essentiels.
- Former à l'utilisation d'Internet : recherche d'informations, communication en ligne, sécurité numérique.
- Développer la maîtrise de Microsoft Word pour la rédaction et la mise en forme de documents.
- Améliorer l'utilisation de Microsoft Excel pour le traitement de données et l'analyse.
- Renforcer les aptitudes sur Microsoft PowerPoint pour les présentations professionnelles.
- Initier à Microsoft Outlook pour la communication et la gestion d'agenda.

3. Résultats Attendus

À l'issue de la formation, les participants devront être capables de :

- Identifier et utiliser correctement les composants d'un ordinateur.
- Naviguer efficacement dans Windows, gérer leurs dossiers/fichiers et organiser leur poste de travail.
- Effectuer des recherches et utiliser Internet en toute sécurité.
- Produire des documents professionnels avec Word.
- Gérer et analyser des données avec Excel.
- Concevoir des présentations dynamiques avec PowerPoint.
- Gérer la communication électronique avec Outlook.

4. Public Cible et Effectif

- Bénéficiaires : Personnel administratif et technique du Centre National d'Orthopédie.
- Nombre de participants : (à préciser, ex. 25).

5. Durée et Période de Réalisation

- Durée estimée : (ex. 8 à 12 jours de formation selon les niveaux).
- Période prévisionnelle : (à préciser).
- Lieu : Salle de formation du Centre National d'Orthopédie (ou autre espace adapté).

6. Méthodologie Pédagogique

- Alternance apports théoriques et exercices pratiques.

- Études de cas inspirées des tâches quotidiennes des participants.
- Démonstrations interactives et mises en situation.
- Suivi individuel et évaluation des acquis.

7. Profil du Prestataire Recherché

- Expérience confirmée dans la formation bureautique et informatique.
- Formateurs qualifiés et pédagogues.
- Références dans des institutions similaires.
- Capacité logistique et technique (ordinateurs, projecteur, supports).

8. Livrables Attendus

- Programme détaillé de la formation.
- Supports pédagogiques (papier et numériques).
- Rapport final incluant l'évaluation des participants.
- Attestations de participation.

9. Modalités de Soumission

Les candidats devront fournir :

1. Une offre technique (contenu, méthodologie, déroulement).
2. Une offre financière détaillée.
3. CV des formateurs.
4. Références et expériences pertinentes.

10. Critères d'Évaluation des Offres

- Expérience du prestataire (50 %).
- Qualité de la méthodologie (30 %).
- Qualification des formateurs (20 %).

11. Modalités de Financement

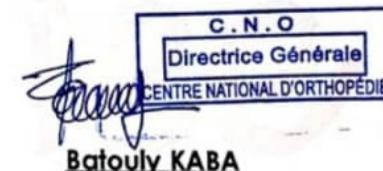
La formation sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie.

12. Méthode de Sélection : Qualification du Consultant (Qualité Technique)

Négociations et Attribution du Contrat : Le soumissionnaire ayant obtenu la note technique la plus élevée sera invité pour des fins de négociations finales du marché.

Date Limite de dépôt de dossiers de candidature

Les candidats intéressé(e)s par le présent avis à manifestation d'intérêt relatif au recrutement d'un consultant pour la formation de Renforcement de Capacités en Outils Informatiques (Connaissance de l'Ordinateur, Windows, Internet et Suite Office 2021) de la Direction Générale du Centre National d'Orthopédie sis au Quartier Donka, Commune de Dixinn, devront déposer leurs dossiers de candidatures en copie physique ou électronique et sur clé, , au plus tard le Lundi 12 Janvier 2025 à 11h 00mn





N°217-IMFEPV/DG-CNO/2025

CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE DE GUINÉE

La Directrice Générale Sollicitation à manifestations d'intérêt

Conakry, le 1er/12/2025

TERMES DE REFERENCE RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA FORMATION DES TECHNICIENS ORTHOPÉDISTES D'ATELIERS A L'UTILISATION OPTIMALE DES MATIERES PREMIERES ET CONSOMMABLES AINSI QU'A L'ASSURANCE SERVICES APRES VENTE/PRODUCTION

Intitulé sommaire des prestations

Contexte et justification

La mission principale assignée au centre consiste à l'offre de service socio-sanitaire dispensant des soins en matière d'appareillage et de rééducation fonctionnelle (kinésithérapie) en faveur des personnes en situation d'incapacités et/ou handicapées physiques.

L'état des lieux réalisé par la direction générale révèle que, dans la mise en œuvre de ses activités, le Centre National d'Orthopédie enregistre des difficultés, notamment le gaspillage des intrants (matières premières et consommables orthopédiques), l'insuffisance du personnel qualifié, la lenteur dans le processus de production et la faiblesse de la qualité de services après-vente/production. Ce qui entraîne une augmentation des coûts de production et la baisse de la productivité en matière d'appareillage orthopédique.

Dans l'optique de corriger cette lacune, et potentialiser la maîtrise des activités d'ordre technique, le Centre National d'Orthopédie envisage d'organiser une session de formation à l'intention des techniciens d'atelier.

Objectifs de la Mission

Cette activité de formation à la tâche consiste à optimiser le processus de production des appareils orthopédiques. Il s'agira de renforcer la soutenabilité organisationnelle du CNO quant à l'efficacité et l'efficience de son système de production des appareils ; de permettre la prise en main des stratégies et mécanismes devant permettre au Centre National d'Orthopédie de maîtriser significativement les coûts liés aux différentes étapes de fabrication d'appareils, à travers l'utilisation rationnelle des intrants et consommables orthopédiques.

En sus, cette formation devra permettre la maîtrise de l'activité de production par l'amélioration des outils de travail visant à booster la productivité dans des délais idoines (temps de production).

Pour atteindre cet objectif global, et la définition des stratégies cohérentes pour la maîtrise du coût et du temps de production d'appareils, il s'avère indispensable de mettre en exergue les objectifs spécifiques suivants :

- Faire une évaluation approfondie de l'existant en matière de processus de production ;
- Elaborer le schéma standard révisé du circuit de production d'appareils ;
- Amener les techniciens orthopédistes d'ateliers à la maîtrise du schéma relatif au processus de production ;
- Amener les techniciens à assurer un service après-vente/production de qualité

Résultats attendus

- Une évaluation approfondie permettra d'identifier les forces, faiblesses et limites du schéma actuel de processus de production d'appareils orthopédiques à l'effet de résulter un cycle de production maîtrisé avec plus d'efficacité et à moindre coût ;
- Une augmentation significative de la productivité assurée ;
- Une acquisition de nouvelles connaissances et d'aptitudes susceptibles de conduire les techniciens orthopédistes à adopter une efficace ergonomie dans l'implémentation des étapes de production ;
- Un service après-vente/production de qualité impactant l'accroissement du capital clientèle.

Mandat du Consultant

Le consultant procédera dans un premier temps à une évaluation-diagnostic avant de mener les actions de formation des techniciens en charge de la production des appareils dans les ateliers ; encadrer les techniciens sur la revue du processus de production par l'identification des forces et faiblesses, et les actions correctrices à envisager. En outre, il revisitera le processus avec les techniciens pour leur montrer les gains de productivité qu'ils peuvent acquérir en terme de niveau d'effort (temps de production) et de l'utilisation optimale des matières premières et leur rationalisation, ainsi que l'amélioration du processus-client (service après-vente)

Délai d'exécution

Une semaine après signature du contrat et de la notification de l'ordre de service, le Consultant doit impérativement débuter ses prestations. Le délai maximal de la formation est fixé pour 30 jours ouvrables.

La validation de cette durée se fera par négociations avec la Coordination du Programme National d'Appareillage Orthopédique.

Profil du consultant

Poste	Compétence	diplôme / spécialité / certification
Profil Formateur	Expérience significative en technique d'andragogie ou en diagnostic organisationnel avéré Connaissance approfondie en élaboration des outils, politiques et procédures de gestion opérationnelle en PVR (performance véritable de résultats). Excellentes compétences en communication, tant à l'écrit qu'à l'oral. Capacité à travailler en équipe et à collaborer avec diverses parties prenantes.	Bac+5 MBA ou équivalent Gestion de Projets en système informatiques Expert en ressource humaine, Certifié et/ou ayant suivi une formation en matière d'appareillage et de rééducation fonctionnelle (kinésithérapie)

Qualification et Expérience du Consultant

Le Consultant doit justifier les qualifications ci-dessous :

- Niveau Bac+5 en MBA ou équivalent ;
- Avoir une formation supplémentaire en technique d'andragogie ou en diagnostic organisationnel avéré ;
- Avoir une expérience de 5 ans dans l'élaboration des outils, politiques et procédures de gestion opérationnelle en PVR (performance véritable de résultats) ;
- Avoir une expérience de 5 ans dans l'accompagnement des structures gouvernementales pour la mise œuvres des programmes et projets publics.

Date Limite de dépôt de dossiers de candidature

Les candidats intéressé(e)s par le présent avis à manifestation d'intérêt devront impérativement faire parvenir à la Coordination du Programme National d'Appareillage Orthopédique sis, au Quartier Donka, Commune de Dixinn, leurs dossiers de candidatures en copie physique ou électronique et sur clé, constitué d'un diplôme, d'un CV détaillé et de trois (3) preuves écrites d'exécution de service de diagnostic organisationnel, au plus tard le Lundi 12 Janvier 2025 à 10h 30mn.

Méthode de Sélection : Qualification du Consultant (Qualité Technique)
Le Candidat ayant obtenu la note technique la plus élevée sera invité à des négociations.

Les livrables

Le Consultant doit avant et après, fournir les livrables susmentionnés :

- le plan d'intervention
- le rapport d'évaluation des techniciens bénéficiaires de la formation
- le rapport de formation.

VII- ZONE D'INTERVENTION : Ville de Conakry ;

VIII- SOURCE DE FINANCEMENT : BND.


C.N.O
Directrice Générale
CENTRE NATIONAL D'ORTHOPÉDIE
Batouly KABA



Conseiller.ère Stratégique Pays (h/f/x) – Guinée

Avis de recrutement Nombre de Poste : 1 Lieu Conakry

Enabel est l'agence belge de coopération internationale. Avec nos partenaires, nous développons des idées et réalisons des projets pour relever les défis mondiaux urgents tels que le changement climatique, les inégalités sociales et économiques, les tendances démographiques, la paix et la sécurité.

Nous avons plus de 25 ans d'expérience dans les domaines de l'éducation, la santé et la protection sociale, mais aussi les systèmes alimentaires, la protection de l'environnement et la biodiversité, le développement économique et l'emploi, la gouvernance financière et administrative... Le gouvernement belge, l'Union européenne, différents partenaires financiers, des gouvernements étrangers et le secteur privé font appel à l'expertise d'Enabel. Nous travaillons également avec des services publics, des instituts de recherche et la société civile pour amener un changement social réel.

Avec 2500 employé.es, l'agence gère plus de 200 projets dans une vingtaine de pays, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Contexte

La Guinée est un pays partenaire de la coopération belge depuis 2015. Après un programme de démarrage (2016-2018) dont l'objectif était d'avoir un impact rapide et des résultats tangibles pour la population guinéenne sur l'axe Conakry – Kindia – Mamou, un programme de coopération d'envergure (2019-2023) a été signé en 2018 à l'effet d'améliorer la croissance économique inclusive et durable, à travers notamment la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'emplois décents. Un deuxième programme de coopération (2023-2027) est en cours d'exécution Il vise, comme priorités, à promouvoir le développement agricole durable, à améliorer l'employabilité et l'insertion des jeunes hommes et femmes et à renforcer l'accès des femmes et des jeunes aux Droits Sexuels et Reproductifs.

Parallèlement, sur financement de l'Union européenne, Enabel exécute d'autres projets (PAIED, SANITA, État civil, AMIS, PASSGUI, INSP) sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou-Labé.

Depuis 2024 deux opportunités spécifiques santé viennent compléter le projet SAFE (Santé et autonomisation des femmes) : le projet d'appui aux INSP, Instituts Nationaux de Santé Publique, et le projet PASS-GUI, et le projet Amis avec focus de Conakry à N'Zérékoré... Description de la fonction

En tant que Conseiller.ère Stratégique sous la supervision du directeur pays, vous couvrez les responsabilités suivantes :

Élaboration des stratégies pays et programmes de coopération :

- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie pays en cohérence avec les priorités nationales et les orientations institutionnelles ;
- Participer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des programmes de coopération, en assurant leur alignement avec les objectifs de développement durable et les politiques sectorielles ;
- Assurer une veille stratégique sur les évolutions du contexte national et régional pour adapter les interventions ;
- Fournir une expertise technique sur les mécanismes de coopération bilatérale, multi-latérale et décentralisée ;
- Identifier les opportunités de financement et de collaboration avec les partenaires internationaux ;
- Identifier, mobiliser et entretenir des partenariats stratégiques avec les acteurs institutionnels, les bailleurs de fonds, les ONG, les agences de coopération et le secteur privé ;
- Représenter l'organisation dans les forums de coordination et les plateformes de dialogue ;
- Assurer une veille régulière sur le contexte politique, économique et sécuritaire du pays ;
- Appuyer le Directeur pays dans la prise de décision stratégique, notamment en matière de positionnement institutionnel et de priorisation des interventions ;
- Fournir des recommandations sur les enjeux politiques, partenariaux et opérationnels ;
- Contribuer à la valorisation des résultats et des impacts des programmes auprès des parties prenantes nationales et internationales.

Votre profil

Niveau de formation requis

- Master en sciencespolitiques, relations internationales, coopération au développement, communication ou domaines connexes.

Expérience requise

- Expérience dans la conception, la mise en œuvre ou la gestion de programmes de coopération internationale ;
- Solide expérience en coopération internationale, représentation institutionnelle, analyse politique et développement de partenariats.
- Expérience en Afrique de l'Ouest, connaissance pointue du paysage institutionnel guinéen, expertise en diplomatie et dialogue politique ;

Compétences ou connaissances spécifiques exigées :

- Capacité à interpréter les politiques de développement, à identifier les enjeux majeurs et à formuler des recommandations pertinentes ;
- Connaissances solides des principes et techniques de communication institutionnelle, incluant la sensibilité interculturelle dans la formulation des messages, la gestion des relations presse et la conception de supports de communication adaptés au contexte local ;
- Capacité à repérer de nouvelles opportunités, à proposer des approches alternatives et à adapter les actions en fonction des évolutions contextuelles ;
- Capacité à s'appuyer sur son réseau et à développer ses relations au niveau institutionnel ;
- Excellentes aptitudes en communication orale et écrite, en rédaction de rapports, en négociation et en développement de réseaux professionnels ;
- Excellente maîtrise du français et de l'anglais. Connaissance des langues nationales guinéennes est nécessaire ;
- Maîtrise des outils MS Office (Word, Excell, PPT)

Expérience, compétences ou connaissances spécifiques étant un atout

- Expérience en communication institutionnelle, incluant la conception de stratégies de communication adaptées à des contextes locaux, la rédaction de contenus institutionnels
- Expérience avec les réseaux sociaux afin de communiquer sur les projets et l'expertise d'Enabel ;
- Une expérience en gestion événementielle (rôle de coordination);

Vous vous engagez à respecter la vision, la mission et les valeurs d'Enabel (<https://www.enabel.be/fr/content/vision-mission-valeurs-de-enabel>).

Nous vous offrons

- Une fonction passionnante, intéressante, diversifiée dans un environnement international.
- Un contrat de travail de 12 mois (renouvelable) à Conakry, avec des déplacements sur la zone d'intervention des projets.
- Un package salarial selon les années acquises et justifiées comprenant le salaire mensuel brut correspondant à nos barèmes de Catégorie 6 complétés des éléments suivants : pécule de 13ième mois, couverture 90 % d'assurance santé ; primes mensuelles de transport et de logement etc.

Cette publication peut donner lieu à la constitution d'une réserve de recrutement pour une durée de 3 ans.

Intéressé.e ?

Postulez, au plus tard le 01/01/2026, ici Conseiller.ère Stratégique Pays enabel.be et joignez votre CV actualisé, une lettre de motivation et le diplôme le plus élevé.

Seules les candidatures introduites via le lien ci-après Conseiller.ère Stratégique Pays enabel.be seront prises en considération et seul (s) les candidat(e)s sélectionné(e)s seront contacté(e)s pour les tests.

Enabel ouvre ses postes vacants à toute personne répondant aux critères mentionnés dans l'offre d'emploi. Nous sommes résolument engagés en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de notre organisation. Aucune forme de discrimination, qu'elle soit liée au genre, à l'origine, à l'âge, à la religion, à l'orientation sexuelle, au handicap ou à tout autre aspect, n'est tolérée. Seules les compétences et l'expérience priment dans notre processus de recrutement.

L'utilisation du masculin générique inclut également le féminin. Nous encourageons fortement les candidatures féminines, et veillons à respecter l'équité et l'équilibre dans la gestion de nos ressources humaines.

Merci de postuler uniquement si votre profil correspond aux critères spécifiés.

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail Justice Solidarité

**MINISTÈRE DES MINES
ET DE LA GÉOLOGIE**



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES,
MINIERES ET DE L'ENVIRONNEMENT
(PGRNME)**

APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Pays	République de Guinée
Nom du Projet	<i>Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minières et de l'Environnement (PGRNME)</i>
Numéro de Crédit et du Don	<i>Crédit IDA N° 6885 – GN et Don IDA N° 8190 -GN/Banque Mondiale</i>
Intitulé de la Mission	<i>Recrutement d'un Cabinet spécialisé pour l'élaboration d'une stratégie nationale de recherche et de valorisation des minéraux critiques</i>
N° de référence	GN-PGRNME - MINES-463578-CS-QCBS
AMI	N°005/PGRNME/MMG/C/2025

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement (Crédit et Don) de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour couvrir les coûts du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minières et de l'Environnement (PGRNME) et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant, notamment la mission relative à l'élaboration d'une stratégie nationale de recherche et de valorisation des minéraux critiques.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent une assistance technique au gouvernement Guinéen dans la conception et l'élaboration d'une stratégie nationale des minéraux critiques. La mission est prévue pour une durée de six (6) mois avec une charge de travail ne dépassant pas cent-vingt (120) h/j.

3. Les Termes de Référence (TDR) détaillés pour l'étape de la procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous et peuvent être transmis à la demande des consultants.

4. Le Coordonnateur de l'Unité de Gestion du PGRNME invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

- Expérience pertinente de dix (10) ans au moins dans les domaines suivants : géologie, économie minière, transition énergétique et gouvernance des ressources minières, chaîne des valeurs des minéraux critiques ;
- Expérience confirmée de la réalisation de deux (2) études/missions similaires, au moins, dans la gestion des ressources minières, les politiques minières ou la planification stratégique ;
- Expérience confirmée de la réalisation de deux (2) études/missions avec succès dans l'élaboration de stratégies ou politiques nationales ;
- Aptitudes à conduire des consultations multisectorielles et à produire des livrables de qualité ;
- Capacités managériales de projets et programmes complexes avérées ;
- Connaissance des marchés et expérience confirmée dans la structuration des projets en PPP ;
- Expérience avérée dans la conduite des projets similaires dans

les pays développés en général, en Afrique sub-saharienne, en Guinée en particulier ;

- Disposer d'une capacité technique et administrative en présentant les pièces requises (Agrément/RCCM, Organisation/organigramme, etc.)

Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape de la préparation de la liste restreinte.

5. La liste restreinte comprendra cinq (5) à huit (8) cabinets/firmes/sociétés ou groupements répondant au mieux aux critères d'éligibilité et qualifiés.

6. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Septembre 2025 qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

7. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

8. Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de Passation des Marchés, Edition Septembre 2025, notamment la méthode Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC).

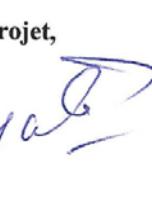
9. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau (tous les jours ouvrables) de 9 heures à 16 heures précises (heure de Conakry/Guinée).

10. Les manifestations d'intérêt doivent être fournies en langue française et par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne ou par courriel/e-mail) au plus tard le 19 Décembre 2025 à 12 précises (heure de Conakry/Guinée).

À l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PGRNME- Résidence ALIMOU, Quartier Taouyah, Commune de Ratoma Tél : +224 626 63 63 62 /622 20 02 24/626 95 09 68

Courriels : oussoubasory@gmail.com copie obligatoire à kouroumasmp90@gmail.com et à lkaba1345@gmail.com

Fait à Conakry, le 03 Décembre 2025

Le Coordonnateur du Projet,
Unité d'Exécution
Coordonnateur
PGRNME
Sory KOUYATE




ANNONCE DE VACANCES DE POSTES

Directeur Santé & Sécurité

La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG), en charge du développement du projet Kon Kweni, recherche un(e) Directeur(trice) Santé & Sécurité hautement qualifié(e) pour piloter le système de management HSE de l'ensemble du projet, d'assurer la conformité aux exigences réglementaires, et de promouvoir une véritable culture de sécurité.

Intitulé du poste : Directeur Santé et Sécurité

Département : Santé et Sécurité

Lieu : Guinée, site du projet Kon Kweni

Rattachement hiérarchique : Directeur du Site

Rotation : 6/2

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Rattaché(e) au Directeur du site, les responsabilités du Directeur Santé & Sécurité incluent, sans s'y limiter :

- Superviser la santé et la sécurité de l'ensemble des employés et garantir un environnement de travail sûr grâce à des mesures proactives et au respect des normes.
- S'assurer que tous les sous-traitants et contractants respectent les standards de santé et sécurité du site.
- Développer, mettre en œuvre et gérer des programmes de santé et sécurité ; mettre à jour les politiques et procédures selon les besoins.
- Cordonner les formations et les séances d'accueil sécurité ; promouvoir une culture de sensibilisation et de vigilance.
- Mener les inspections, audits et évaluations des risques afin d'identifier les dangers et de mettre en place des actions correctives.
- Assurer le suivi de la conformité aux standards internationaux et autres exigences réglementaires ; préparer les rapports et la documentation nécessaire.
- Enquêter sur les incidents, quasi-accidents et accidents ; réaliser les analyses de causes profondes et recommander des actions préventives.
- Gérer les données, les registres et les systèmes de reporting santé et sécurité afin de suivre les performances et les tendances.
- Fournir conseils et assistance aux équipes sur les questions relatives à la santé et la sécurité, y compris l'utilisation des EPI et les bonnes pratiques opérationnelles.
- Collaborer avec la direction, les autorités réglementaires et les partenaires externes pour garantir l'amélioration continue et la conformité sécurité.
- Encadrer l'équipe Santé & Sécurité, répartir les tâches et évaluer les performances.
- Gérer la planification et la coordination en matière de réponse d'urgence, y compris les évaluations liées à la santé et les initiatives de bien-être.

QUALIFICATIONS ET COMPÉTENCES REQUISSES :

- Licence en santé et sécurité au travail ou domaine connexe ; certifications pertinentes (CSP, CIH, OSHA 30, NEBOSH...) appréciées.
- 15 ans d'expérience en santé et sécurité dans l'industrie minière, dont au moins 5 ans dans un rôle managérial.
- Solide connaissance des pratiques de sécurité, des standards et de la conformité réglementaire dans le secteur minier.
- Une expérience confirmée en santé et sécurité, tant en phase de construction qu'en phase opérationnelle, est requise.
- Excellente compréhension des normes de sécurité en construction minière.
- Excellentes compétences en leadership, communication et résolution de problèmes.
- Maîtrise des logiciels de gestion de santé et sécurité (suite MS Office, outils de suivi tels que iAuditor ou équivalents).
- Anglais courant requis
- Capacité à faire respecter les protocoles de sécurité en situation de pression et à résoudre efficacement les problèmes.
- Une formation de premiers secours est obligatoire ; les certifications de type Wilderness First Responder ou EMT sont un atout.
- Les Certifications pour dispenser les formations MSHA, OSHA ou équivalent constituent un atout.

DOSSIERS DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature à fournir dans une enveloppe format A4 fermée, devra comporter les documents suivants :

- Une Lettre de motivation et un Curriculum Vitae (CV) récent et détaillé.
- Les copies de diplômes et attestations de travail seront requises pour les candidat(e)s qui seront présélectionné(e)s.
- Le dépôt des candidatures se fera à l'adresse de la Direction des Ressources Humaines, au plus tard le vendredi, 26 décembre 2025 à 16H, avec la mention du poste au verso d'une enveloppe A4 fermée, ou dans l'objet du courrier de candidature à l'adresse électronique ci-après : smfg.recruitment@nimbairon.com, à la même date.

Les candidatures sont également reçues via nos boîtes à lettre au Gouvernorat de la ville de N'zérékoré, à la Mairie de Lola, au bureau de la SMFG à Lola et au bureau de Conakry (Résidence Marine, 5e étage, Commune de Dixinn).

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES



Directeur Développement Durable

La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG), en charge du développement du projet Kon Kweni, recherche un(e) Directeur(trice) Développement Durable hautement qualifié(e) pour piloter les stratégies Environnement et Relations Communautaires de l'entreprise. Le rôle garantit la conformité aux réglementations nationales, aux standards internationaux ainsi qu'aux objectifs de durabilité de l'entreprise.

Intitulé du poste : Directeur Développement Durable

Département : Développement Durable (Environnement & Relations Communautaires)

Lieu : Guinée, sur le site du projet de Kon Kweni

Rattachement hiérarchique : Directeur site et Directeur Pays

Rotation : 6/2

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Rattaché(e) au Directeur du site, les responsabilités du Directeur Développement Durable incluent, sans s'y limiter :

- Piloter la mise en œuvre du Système de Gestion Environnementale (VDMD/EMS) et assurer la conformité aux réglementations, permis, EIES et PGES.
- Superviser les programmes de suivi environnemental (air, eau, sols, biodiversité, déchets, etc.) et garantir la qualité des rapports.
- Diriger les audits environnementaux et suivre la mise en œuvre des actions correctives.
- Assurer l'intégration des exigences environnementales dans la planification opérationnelle et les contrats des sous-traitants.
- Cordonner les études environnementales, la gestion documentaire et les obligations de reporting.
- Promouvoir les initiatives de conservation, de réhabilitation et de restauration, et contribuer à la réponse aux incidents environnementaux.
- Développer les compétences de l'équipe environnement et gérer les relations avec les autorités et partenaires techniques.
- Développer et mettre en œuvre la stratégie Relations Communautaires conforme aux standards internationaux.
- Servir de point focal entre l'entreprise, les communautés, autorités locales et autres parties prenantes.
- Concevoir et piloter les programmes de développement local et de contenu local.
- Gérer les projets communautaires, la communication avec les communautés et les mécanismes de gestion des plaintes.
- Prévenir et résoudre les conflits communautaires via le dialogue et la médiation.
- Planifier et conduire les consultations et engagements publics sur les enjeux environnementaux et sociaux.
- Suivre et reporter les indicateurs sociaux, les risques et les griefs.
- Développer et mettre en œuvre la feuille de route Développement Durable.
- Intégrer les exigences ESG dans l'ingénierie, les achats, la chaîne d'approvisionnement et les opérations.
- Suivre et analyser les indicateurs clés de durabilité (KPIs).

QUALIFICATIONS ET COMPÉTENCES REQUISSES:

- Diplôme de Master (ou Bac+5 équivalents) en Sciences de l'Environnement, Sciences Sociales, Relations Internationales, Développement Durable ou domaine connexe.
- Minimum 10 ans d'expérience en Gestion Environnementale, Performance Sociale ou Développement Durable, incluant :
 - Au moins 5 ans dans un rôle de management ou de coordination, de préférence dans le secteur minier.
 - Une expérience avérée de travail avec les communautés, les autorités gouvernementales et les parties prenantes internationales.
- Solide connaissance de la réglementation environnementale, des exigences EIES/PGES/PEES et des programmes de suivi.
- Expérience des systèmes de gestion environnementale et des standards internationaux (ISO 14001, Normes de Performance IFC, Principes Équateur).
- Compréhension approfondie des relations communautaires, de l'engagement des parties prenantes, de la résolution de conflits et du développement socio-économique.
- Excellentes compétences en communication, négociation et analyse.
- Très bonne capacité rédactionnelle et gestion des données.
- Maîtrise des outils informatiques (suite MS Office, systèmes de données).
- Anglais courant requis
- Leadership affirmé et haut niveau d'intégrité.
- Capacité à travailler de manière autonome et à gérer une équipe multiculturelle.
- Forte adaptabilité, diplomatie et sens de l'éthique.

DOSSIERS DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature à fournir dans une enveloppe format A4 fermée, devra comporter les documents suivants :

- Une Lettre de motivation et un Curriculum Vitae (CV) récent et détaillé.
- Les copies de diplômes et attestations de travail seront requises pour les candidat(e)s qui seront présélectionné(e)s.
- Le dépôt des candidatures se fera à l'adresse de la Direction des Ressources Humaines, au plus tard le vendredi, 26 décembre 2025 à 16H, avec la mention du poste au verso d'une enveloppe A4 fermée, ou dans l'objet du courrier de candidature à l'adresse électronique ci-après : smfg.recruitment@nimbairon.com, à la même date.

Les candidatures sont également reçues via nos boîtes à lettre au Gouvernorat de la ville de N'zérékoré, à la Mairie de Lola, au bureau de la SMFG à Lola et au bureau de Conakry (Résidence Marine, 5e étage, Commune de Dixinn).

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES



Télécoms : l'État reprend le contrôle total d'Areeba Guinée S.A.



Dans un décret lu ce jeudi 11 décembre 2025 à la télévision nationale, le Président de la République a officialisé l'acquisition intégrale du capital social de la société Arreeba Guinée S.A., jusque-là détenue en partie par le groupe MTN.

À travers cette décision stratégique, l'État devient l'unique propriétaire de l'entreprise, détenant désormais 100 % des actions et des droits de vote.

Selon les termes du décret, cette prise de contrôle

confère à l'État l'autorité pleine et entière sur la société Areeba Guinée S.A., qui obtient désormais le statut d'organisme public. Cette transition vise à renforcer la gouvernance, améliorer la performance du secteur et garantir une gestion conforme aux priorités nationales dans le domaine des télécommunications et de l'économie numérique.

Le texte précise que le ministre de l'Économie et des Finances, ainsi que la ministre en charge des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de mettre en œuvre toutes les dispositions administratives, juridiques et techniques nécessaires à l'application du décret. Le statut de la société est également redéfini. Conformément à la loi L/2017/056/AN du 8 décembre 2017 modifiant certaines dispositions de la loi L/2016/075/AN du 30 décembre 2016 sur la gouvernance financière des sociétés et établissements publics, ainsi qu'à l'Acte uniforme relatif aux droits des sociétés commerciales et du regroupement d'intérêts économiques, Areeba Guinée S.A. devient une société anonyme publique dotée d'un conseil d'administration.

Elle jouit désormais de la personnalité juridique, d'une autonomie financière et d'une autonomie de gestion.

Le décret place la société sous la tutelle technique du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, tandis que sa tutelle financière relève du ministère de l'Économie et des Finances.

Cette réorganisation vise à garantir une supervision équilibrée, rigoureuse et orientée vers l'efficacité.

Par cette décision, l'État marque une étape importante dans la restructuration et la souveraineté de son secteur des télécommunications, affirmant sa volonté d'assurer une gestion plus souveraine, transparente et adaptée aux enjeux actuels du numérique.

guineenews

Validation du projet du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries maritimes de 2026 : Discours de Sidi Diallo, Président par intérim de la CONAPEG



Monsieur le Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime,
Chers partenaires au développement,

Distinguées personnalités,
Mesdames et Messieurs, les invités,
tout protocole observé,

Ce jour, 11 Décembre 2025, nous

sommes, ici, réunis, dans le cadre de l'atelier de validation du projet du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries maritimes de 2026. C'est le lieu et l'occasion de remercier et féliciter tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à élaborer ce document stratégique. Le moment est indiqué pour souligner les efforts importants

du Ministère de la pêche et de l'économie maritime.

C'est l'opportunité aussi de saluer l'action de notre ministre de tutelle qui, à peine installé dans ses fonctions, marque chaque jour des points. La preuve, qu'aux ministres bien nés, le résultat n'attend point le nombre des années. Aux Présidents bien nés aussi, le bilan ne dépend pas du nombre d'années passées au pouvoir.

La Guinée, notre paradis, terre d'innovations et de progrès, est en marche au rythme de la génération de la modernité et du développement (GMD), une équipe qui transforme tout ce qu'elle touche en or.

Ensemble, nous devons exprimer notre infinie gratitude à son Excellence, Monsieur le Président de la République, Mamadi Doumbouya qui est l'artisan de tous les succès que notre pays connaît ces 4 bonnes dernières années. Sous son impulsion et sa direction éclairée, la Guinée comble tous ses retards et ses espoirs dans un climat de paix sociale, de stabilité politique et de sécurité absolue. C'est pourquoi nous avons fait le choix intelligent de la continuité avec lui. Au moment où se tient notre cérémonie, se déroule la campagne électorale pour l'élection présidentielle prévue le 28 décembre prochain qui sera l'occasion pour chacun d'entre nous de lui manifester notre soutien et de lui exprimer notre satisfaction, en votant massivement pour lui.



Si l'on ne change pas une équipe qui gagne, on ne remplace pas un Président qui aime et sert son peuple avec loyauté et sincérité, dans un esprit de sacrifice et de grand dévouement patriotique.

Rendez-vous donc le 28 décembre 2025 pour rendre à Mamadi ce qui est à Mamadi, l'homme du 5 septembre qui préfère l'éclat des actions aux discours pompeux, l'efficacité des résultats à la démocratie des promesses, l'œuvre de bâtir ensemble à l'exercice solitaire du pouvoir.

Vive le Ministère de la pêche et de l'économie maritime

Vive notre candidat Mamadi Doumbouya

Vive GMD
Vive la Guinée, une et indivisible



PROMOTION D'UNE EXPLOITATION MINIÈRE DURABLE ET RESPONSABLE

L'ANAIM a pour mission de planifier, concevoir et réaliser des infrastructures adaptées aux besoins du secteur minier, en veillant à leur intégration harmonieuse dans l'environnement et en favorisant le développement économique local.



Excellente semaine à tous

Que cette semaine soit à la hauteur de vos efforts, qu'elle vous apporte le courage d'aller plus loin et la détermination de poursuivre vos objectifs